

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 10 MARS 2015

SOMMAIRE

- 1) Le crétin !
- 2) La revanche
- 3) Pas de retour
- 4) Il se rapproche l'un de l'autre
- 5) Le PS panique...
- 6) L'instrumentalisation
- 7) Une gauche moins idiote en Essonne...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Onfray réplique à Valls : "dans le dictionnaire, ça s'appelle un crétin"



Michel Onfray Philosophe PLDD

http://www.dailymotion.com/video/x2j0l6r_onfray-manuel-valls-est-un-cretin_news

INTERVIEW E1 - Le philosophe, attaqué dimanche par Manuel Valls, a répondu au Premier ministre sur Europe 1.

Manuel Valls est en colère contre Michel Onfray. Invité dimanche du Grand Rendez-vous Europe 1/ Le Monde/iTélé, le Premier ministre a accusé le philosophe de "perdre les repères" et de préférer l'intellectuel de la Nouvelle droite, Alain de Benoist, à Bernard-Henri Lévy. Des propos qui font référence à une interview de Michel Onfray au Point, où il affirmait préférer "une analyse juste d'Alain de Benoist à une analyse injuste de Minc, Attali ou BHL". Invité de Thomas Sotto, lundi sur Europe 1, Michel Onfray a répondu au Premier ministre. Et il n'a pas mâché ses mots.

"**Il n'a rien lu du tout**". "Je ne lui réponds rien du tout parce qu'il n'a rien lu du tout", a déclaré Michel Onfray. "Ses fameux conseillers en communication ont dû lui fabriquer une petite fiche, ils n'ont pas compris ce que j'avais écrit". Le philosophe a rappelé la teneur de ses propos : "j'ai dit que je préférais une idée juste d'Alain de Benoist à une idée fausse de Bernard-Henri Lévy, et que si l'idée était juste chez Bernard-Henri Lévy et fausse chez Alain de Benoist, je préférerais l'idée juste de Bernard-Henri Lévy. Donc, je n'ai jamais dit que je préférais Alain de Benoist à Bernard-Henri Lévy".



© Europe 1

"**Ça s'appelle un crétin**". "Je fais juste mon travail de philosophe en disant que je préfère une idée juste, et mon problème n'est pas de savoir si cette idée juste est de droite ou de gauche", a poursuivi Michel Onfray. "J'ai l'impression que Manuel Valls pense le contraire, c'est à dire qu'il préfère une idée fausse, pourvu qu'elle soit de gauche, à

une idée juste si elle de droite". Et le philosophe d'ajouter : "*j'ai vérifié dans le dictionnaire, ça s'appelle un crétin. Ce n'est pas insultant, c'est familier*". Pour lui, il s'agit "d'un personnage qui vous fait tenir des propos que vous n'avez pas tenus, et qui se contente de lire les petites fiches" de ses conseillers, des "*petits gominés trentenaires*".

"**Moi, je suis vraiment de gauche**". Au-delà de la polémique, Michel Onfray a fustigé la gauche qui "*s'est convertie au libéralisme*" et "*mène une politique de droite*". "Si être de gauche, c'est épouser toutes les bêtises des gens qui se prétendent de gauche en croyant qu'on lutte contre l'illettrisme en mettant des tablettes à l'école, je ne suis pas de gauche, c'est sûr. Moi, je suis vraiment de gauche, et eux ont cessé de l'être en 1983", a affirmé Michel Onfray, faisant référence au "tournant de la rigueur" orchestré par François Mitterrand au début de son premier mandat. Pour lui, "*les repères sont perdus depuis que Mitterrand a converti la gauche à la droite*".

"On préfère inviter JoeyStarr qui boit du whisky". Michel Onfray s'en est aussi pris, sans le nommer, à François Hollande. "*Si ce Monsieur oublie ce que je fais depuis 13 ans, et plutôt que de m'inviter, on préfère inviter JoeyStarr qui boit du whisky ou Julie Gayet ou Yannick Noah, en considérant que ce sont les seuls critères intellectuels qu'on ait à présenter, c'est leur affaire, mais ce n'est pas la mienne*", a-t-il



LAPRESSEENREVUE.EU

MAI AUSSI :

La réponse de Michel Onfray aux propos de Manuel Valls



VALLS PERD LES PEDALES

Manuel Valls, l'ami de BHL, perd les pédales ! Il faut bien que la situation électorale soit catastrophique Place Beauvau pour que cet homme qui côtoya Jankélévitch chez ses parents quand il était enfant délire et panique à

ce point face à la Berezina qui s'annonce !

Voici ce qu'il a dit : « Quand un philosophe connu, apprécié par beaucoup de Français, Michel Onfray, explique qu'Alain de Benoist, qui était le philosophe de la Nouvelle droite dans les années 70 et 80, qui d'une certaine manière a façonné la matrice idéologique du Front national, avec le Club de l'Horloge, le Grece, (...) au fond vaut mieux que Bernard-Henri Lévy, ça veut dire qu'on perd les repères ». Ceci a été dit **sur Europe 1, I-TELE et Le Monde**.

Dans le JDD, Jean-Marie Le Guen, me dit-on, s'est lui aussi fait le perroquet de ce qui leur a probablement été fourni ce matin comme élément de langage par les jeunes gominés de leur cabinet de communicants.

Si Fleur Pellerin, sa ministre de la culture, n'a jamais eu le temps de lire un seul roman de Modiano, Valls quant à lui n'a pas même pris le temps de lire l'entretien du Point à partir duquel il extravague. Qu'y ai-je dit ?

La question était la suivante : « Quels sont les intellectuels de droite dont vous vous sentez le plus proche ? ». Voici ce que j'ai répondu : « Je ne me sens pas proche de BHL ou d'Alain Minc, ni de Jacques Attali qui, me dit-on, sont de gauche. Faudrait-il que je me sente proche pour cela d'intellectuels de droite ? Qui sont-ils d'ailleurs ? Concluez si vous voulez que je préfère une analyse juste d'Alain de Benoist à une analyse injuste de Minc, Attali ou BHL et que je préférerais

une analyse qui me paraisse juste de BHL à une analyse que je trouverais injuste d'Alain de Benoist ... Les Papous vont hurler ! Mais ils ne me feront pas dire que je préfère une analyse injuste de BHL sous prétexte qu'il dit qu'il est de gauche et que Pierre Bergé, **Libération, Le Monde et le Nouvel Observateur**, pardon, **L'Obs** affirment aussi qu'il le serait... ». Les papous ont donc hurlé, jusqu'à Matignon.

S'il faut une explication de texte à Manuel Valls auquel, décidemment la fréquentation de Jankélévitch n'a pas servi à grand chose, je disais que, moi qui suis de gauche, je préférerais une idée juste, fut-elle de droite, à une idée fausse même si elle est de gauche, surtout si elle est de gauche. Quel philosophe, quel citoyen même, pourrait soutenir le contraire d'ailleurs, sauf à préférer l'erreur et le faux pour des raisons idéologiques ?

Ne pas souscrire à cette affirmation de bon sens élémentaire revient à dire qu'il vaut mieux une idée fausse avec BHL qu'une idée juste de droite. On voit où tout cela nous conduit, notamment chez Marine Le Pen !

Ainsi, pour parler de justice et de justesse, moi qui suis de gauche, puisqu'il faut le répéter dans ces temps où, effectivement ceux qui perdent leurs repères ne sont pas ceux que l'on croit, je ne souscrivais pas au propos de Manuel Valls qui estimait en 2009 sur le marché d'Evry que « ça manquait de blancs », une idée que peut-être Alain de Benoist, lui, trouverait juste, je ne sais pas...

Michel Onfray, 8 mars 2015



II) Aquilino Morelle : l'ancien conseiller de Hollande règle ses comptes !



Aquilino Morelle, éconduit il y a un an, contre-attaque dans "Le Parisien". © AFP PHOTO / FRED DUFOUR

Il sort de son silence dans "Le Parisien", annonce qu'il est blanchi par la justice et tape à bras raccourcis sur l'Élysée, son hôte et son entourage...

Le Point.fr

La justice vient de classer sans suite les accusations de prise illégale d'intérêts dont il était l'objet. Lorsqu'il était à l'Igas Aquilino Morelle avait, selon Mediapart, parallèlement effectué des missions rémunérées pour un laboratoire danois. La justice et la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique viennent de le blanchir, affirme cet ancien conseiller écouté de François Hollande. Une information confirmée de source judiciaire. Le Conseil de l'ordre des médecins l'a entendu le 8 juillet dernier et "sa présidence n'a pas relevé le moindre manquement déontologique", affirme aussi l'ex-conseiller, médecin de formation. Dans une longue interview au Parisien, il sort de son silence et accuse sans détour...

"Aux yeux du cercle historique des hollandais, élus et collaborateurs, j'étais un adversaire. Je représentais une ligne politique qui n'était pas la leur. J'étais un empêcheur de hollandiser en rond... Ils ont décidé de m'abattre." À la question "Pardonnez-vous à ceux qui vous ont attaqué ?", Aquilino Morelle est catégorique : "À ceux-là, jamais. Ils se sont abaissés à un niveau indigne. Ils se sont salis en agissant comme ils l'ont fait et

ont montré leur vrai visage. »

Absence de consistance politique

Sur la nouvelle équipe qui entoure le président à l'Élysée, l'ancien homme de l'ombre n'est pas plus aimable. "Ce n'est pas une injure à cette équipe que de souligner son absence de consistance politique. C'est même précisément pour cette raison qu'elle a été choisie ou promue. Elle est comme une cire que le président peut modeler à sa guise sur laquelle il peut sans risque et sans résistance apposer son sceau."

L'ancien conseiller politique et médias de François Hollande confirme également qu'il prépare un livre aux éditions Grasset qui sera publié "quand il sera prêt". Il affirme que l'ouvrage ne sera pas un règlement de comptes mais une réflexion sur la trajectoire politique de la gauche.

Aquilino Morelle vient rejoindre la cohorte des déçus du hollandisme. Il n'a ni mandat ni tribune pour étaler régulièrement ses frustrations. Mais il semble en savoir plus qu'il ne le dit en évoquant "des dérives et des comportements bien plus graves" dans les allées du pouvoir...

III) Cécile Duflot écarte un retour des écologistes au gouvernement



Cécile Duflot, député de Paris Crédits photo : MARTIN BUREAU/AFP

LE SCAN POLITIQUE - La bataille se poursuit au sein du camp écologiste, alors qu'un remaniement est attendu au lendemain des départementales. Dans Libération, Cécile Duflot évoque le manque de cohérence que représente à ses yeux un retour aux affaires.

À l'approche des élections départementales, les rumeurs d'un remaniement au lendemain du scrutin continuent de semer le doute chez Europe-Écologie. Deux lignes diamétralement opposées s'affrontent au sujet de l'opportunité d'opérer un retour aux affaires, perspective soutenue par les principaux parlementaires du parti. À l'opposé, **Cécile Duflot** se démène en interne pour empêcher toute initiative personnelle. **Interrogée dans Libération**, l'ancienne ministre juge vide de sens la recomposition d'une équipe comportant des écologistes dans la mesure où **«ce gouvernement ne porte pas les solutions susceptibles de combattre la crise écologique et sociale»**. Jusqu'ici, la direction emmenée par **Emmanuelle Cosse** semblait pencher pour la ligne Duflot, mais cette dernière semble de plus en plus isolée.

«Je suis en pleine forme», prévient ce lundi matin Cécile Duflot. En pleine forme et déterminée à ne pas laisser les ambitions gouvernementales de Jean-Vincent Placé, **Barbara Pompili** ou **François de Rugy** invalider son choix de claquer la porte du gouvernement en mars 2014. **«Individuellement, oui, certains sont tentés d'y participer. Mais une addition d'individus ne fait pas une histoire collective»**, juge-t-elle. «Être ministre a été la plus belle fonction que j'ai exercée. **Mais les raisons qui ont conduit à notre sortie demeurent»**, juge l'ancienne patronne l'EELV. «Si demain un nouveau gouvernement faisait une politique qui réponde aux besoins de la société française, nous y

mettrons toute notre énergie», assure-t-elle, avant de déplorer: «La situation de notre pays s'aggrave et aucune idée neuve n'est proposée».

Emmanuelle Cosse lâche du lest

Et l'ancienne ministre du logement de fustiger l'incohérence, selon elle, de ses adversaires au sein du parti écologiste: «Pour certains, quelle que soit la politique menée, il faut quand même des écologistes pour empêcher les petites catastrophes. Face aux dérèglements du climat, je ne crois pas à cette politique de petits pas». *«Avoir les clés d'un ministère sans accord sur le cap général, c'est avoir un couteau sans lame»*, pour Cécile Duflot.

La députée de Paris envisage de **porter une candidature de gauche alternative** à la prochaine élection présidentielle, une mission pour laquelle **elle estime avoir acquis «les épaules»** nécessaires. Critiquée pour ses accointances avec le Front de gauche, elle garde ce matin de prudentes distances: **«J'ai nombre de désaccords avec Jean-Luc Mélenchon»**. Si de nombreuses listes favoriseront des alliances rouges-verts les 22 et 29 mars prochains, il ne s'agit pour le moment que de ballons d'essai, précise-t-elle: **«Les alliances aux départementales sont des choix par canton»**. Un système d'alliance qui favorise néanmoins les tensions internes au sein d'EELV. **Vendredi dernier le sénateur Jean-Vincent Placé s'est opposé sur Twitter à Cécile Duflot**, alors que leur parti est crédité de 2% des voix au premier tour des élections départementales. Le patron des sénateurs écologistes s'est interrogé sur la pertinence de se présenter indépendamment du Parti socialiste.

La position intransigeante de Cécile Duflot semble semer le doute aussi chez ceux qui la soutenaient jusqu'ici. En début de semaine dernière, le bureau exécutif d'EELV **a voté une règle interne obligeant les prétendants à un poste ministériel** à obtenir au préalable l'accord du parlement du parti. Une éventualité que n'écarte pourtant pas tout à fait la secrétaire nationale Emmanuelle Cosse: «Nous sommes un parti de gouvernement. Je vois des militants qui se demandent comment nous pouvons peser», **a-t-elle souligné dimanche sur France Inter.**

IV) Départementales : l'écart se resserre entre le FN et l'UMP



Un sondage Odoxa crédite le FN de 31% des voix au premier tour des départementales, devant l'UMP-UDI (29 %), le PS (21 %). - AFP

Le FN est crédité de 31% des voix au premier tour des élections départementales, soit 2 points de moins que dans une enquête publiée le 2 mars, et l'association UMP-UDI de 29% (+2 points).

Le Front national reste en tête des intentions de vote pour le premier tour des départementales du 22 mars mais l'écart qui le sépare de l'UMP diminue et le parti de Nicolas Sarkozy peut espérer un raz-de-marée avec les reports de voix favorables au second tour, selon un sondage Odoxa pour RTL publié ce lundi. Le parti de Marine Le Pen est crédité de 31% des voix au premier tour, soit 2 points de moins que dans une enquête publiée le 2 mars, et l'association UMP-UDI de 29% (+2 points). Le Parti socialiste et ses alliés sont à 21% (+1 point), le Front de gauche à 8% (-1 point), le Modem à 7% (+1 point) et Europe Ecologie-Les Verts à 4% (stable).

En cas de second tour entre le PS et le Front national, 45% des électeurs UMP-UDI s'abstiendraient, 27% voteraient pour le candidat socialiste et 28% pour le frontiste. Dans l'hypothèse d'un duel UMP-FN, 52% des électeurs PS choisiraient l'UMP et 40% s'abstiendraient alors que les voix du FN se reporteraient à 50% sur l'UMP et 5% seulement

sur le PS si le deuxième tour met aux prises un candidat de la droite traditionnelle et un socialiste. Le FN peut très bien ne gagner aucun département

Odoxa souligne que le Front national, si son score s'annonce historique, dispose de l'électorat sociologiquement le plus enclin à l'abstention (jeunes et catégories populaires) et qu'il est possible qu'il n'atteigne pas 30% des voix le 22 mars, voire qu'il soit devancé par l'UMP. Malgré ses très hauts scores de premier tour, le FN peut très bien ne gagner aucun département, estime encore l'institut. « Tout au plus peut-il espérer gagner 1, 2 ou 3 des départements sur la dizaine qu'il vise. » Pour le second tour, les reports de voix *« annoncent surtout un raz-de-marée pour l'UMP et une déroute historique pour le PS »*, qui pourrait perdre plus de la moitié des départements qu'il détient aujourd'hui.

Le sondage a été réalisé les 5 et 6 mars auprès d'un échantillon représentatif de 800 personnes de 18 ans et plus interrogées par Internet.

V) Effrayé par l'abstention aux départementales, le PS invoque le « danger » FN

Par Mathieu Magnaudeix

Le PS risque de payer très cher l'abstention aux élections départementales des 22 et 29 mars. Le FN, lui, en tirera profit. Ces élections vont faire figure de nouvelle piqûre de rappel : à part aux présidentielles, une grande partie de l'électorat boude les urnes à chaque scrutin.

Branle-bas de combat au parti socialiste. À deux semaines du premier tour des départementales, le dimanche 22 mars, le PS s'inquiète de sa disparition probable de plusieurs centaines de cantons alors qu'il détient aujourd'hui 60 départements sur 101. Bien souvent, le Front national pourrait lui barrer la route et l'empêcher d'accéder au second tour, le 29 mars.

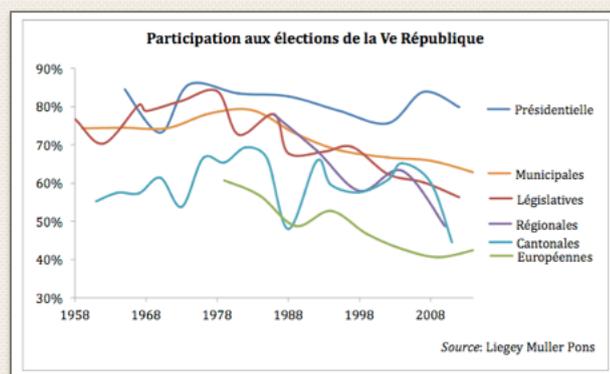
Comme dans le Doubs il y a moins d'un mois – la seule législative partielle gagnée par le PS depuis 2012, face au FN, mais de justesse –, l'exécutif tente donc de mobiliser sur le « danger » du Front national. Dans *Le Parisien*, François Hollande a affirmé vouloir « arracher les électeurs au Front national ».

À Limoges, ancienne place forte du socialisme passée à droite aux municipales l'an dernier, Manuel Valls, s'est inquiété d'un « endormissement généralisé » face au FN. Et ce dimanche 8 mars, le premier ministre a été plus loin encore dans la dramatisation. « J'ai peur pour mon pays. J'ai peur qu'il ne se fracasse contre le Front national », a-t-il dit, exprimant son « angoisse » et appelant à un « réveil des consciences ».

Le soir de l'élection, il est en effet probable que la leçon retenue par la plupart des médias soit celle d'une nouvelle « percée » du Front national. Exactement comme aux européennes de 2014, où le FN, arrivé en tête avec 25 % de suffrages exprimés, avait fait préparer en avance des affiches « premier parti de France ». Sans nier sa dynamique électorale, réelle, ni sa capacité nouvelle à mobiliser son électorat, c'est oublier un peu vite ce qui sera le fait politique majeur de cette élection : une très forte abstention. Plus de la moitié des 44 millions d'électeurs pourraient en effet ne pas voter, une non-participation massive

qui change forcément la physionomie du scrutin.

Aux cantonales, désormais rebaptisées "élections départementales", l'abstention a toujours été très élevée. « Depuis 1982, la participation à ces élections diminue de scrutin en scrutin, sans exception », explique dans une note récente le cabinet Liegey-Muller-Pons (LMP), partenaire de Mediapart pour ces départementales (lire en boîte noire). Pour l'heure, le « record » d'abstention, 55 %, a été atteint lors du renouvellement cantonal partiel de 2011 – jusqu'ici les cantons étaient renouvelés par moitié, ils le sont désormais tous d'un coup. À nouveau, moins de 50 % des inscrits pourraient voter cette fois-ci, affirme LMP.



« Il y a eu une forte participation aux cantonales de 1976 à 1985, autour de 70 %. Depuis, la participation a diminué. Ce n'est pas un scrutin qui mobilise beaucoup, a fortiori dans les grandes villes », rappelle Céline Braconnier, directrice de Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, spécialiste des comportements électoraux. Surtout quand elles ne sont pas couplées à un autre scrutin, municipal ou régional. « C'est dommage : le gouvernement avait la possibilité de coupler les élections départementales et les élections régionales, et ainsi de placer ce scrutin sur la courbe la plus élevée », déplore Liegey-Muller-Pons. Mais il a fait un choix différent, pour se laisser le temps de réformer la carte territoriale. Les élections régionales seront organisées en décembre 2015, mois improbable pour une élection. Ce calendrier à double détente permet au gouvernement d'atténuer l'effet de souffle politique qu'aurait provoqué la perte, le même jour, de dizaines de départements et de la plupart des régions.

Enjeux très locaux ; compétences des conseils départementaux méconnues ; avenir même des départements, qui restent sur la sellette ; faible médiatisation : plusieurs raisons peuvent expliquer la très forte abstention annoncée.

Les nouveautés du scrutin (cantons divisés par deux et agrandis sur une base démographique plus juste ; vote dans tous les cantons ; parité intégrale des assemblées élues, une première en France) attiseront-elles toutefois l'intérêt des électeurs au point que certains décident de se rendre à nouveau aux urnes ? « On peut l'espérer », estime, prudent, Vincent Pons, un des cofondateurs de Liegey-Muller-Pons.

Candidate PS en Seine-Saint-Denis, dans un des cantons les plus abstentionnistes de France (Épinay-Pierrefitte-Villetaneuse), Nadège Abomongoli confirme que « l'aspect parité accroche bien » chez les électeurs, comme lorsqu'elle parle « de handicap, des collègues, de ce que fait le département ». Mais elle s'inquiète aussi d'une « élection sacrifiée ». « Dans les partis, on a envoyé les petits jeunes, mais les élus un peu connus se réservent souvent pour les régionales. »

Une forte abstention aura pourtant des conséquences très concrètes. Il faudra en effet atteindre 12,5 % des inscrits au premier tour (et non plus 10 %) pour se maintenir au second – le même seuil qu'aux élections législatives et régionales. Avec une participation très faible, de l'ordre de 45 %, il faut atteindre un pourcentage très élevé des suffrages exprimés, plus de 25 %, pour se qualifier. Il y aura très peu de triangulaires, et arriver troisième sera dans la plupart des cas synonyme d'élimination.

« Ce seuil a été instauré pour augmenter la légitimité politique des candidats élus, explique Vincent Pons. Mais il va rendre la qualification au deuxième tour difficile. » Le PS pourrait en pâtir particulièrement : selon les estimations, plus ou moins pessimistes, il pourrait être éliminé dans 500, 700 voire 1 000 cantons sur 2 000.

« Seuls la moitié des gens savent qu'on vote dans deux semaines »

La barre des 12,5 % est la crainte numéro un des candidats socialistes. « J'ai peur de la gueule de bois, s'inquiète le président sortant du conseil général de l'Essonne, Jérôme Guedj. Les gens n'ont pas conscience de ce seuil, et ils ne voient pas le danger FN. »

« On peut facilement ne pas être au second tour », s'inquiète Habiba Bigdade, candidate socialiste dans le canton de Suresnes-Nanterre (Hauts-de-Seine) tenu par la droite. Elle reconnaît que « défendre la politique du gouvernement n'est pas simple car la vie des gens est dure ». Lors des

porte-à-porte, elle préfère parler de sujets très locaux.

« Les gens ne nous parlent pas de réforme territoriale, de la loi Macron... en fait ils ne nous parlent pas vraiment, il y a un détachement », s'inquiète Nadège Abomongoli. Dans son canton de Seine-Saint-Denis, elle entrevoit un second tour « PS-FN ».

Candidat PS dans le canton de Joigny (Yonne), Nicolas Soret se bat « d'abord contre l'abstention : seuls la moitié des gens savent qu'on vote dans deux semaines, et peu connaissent les compétences des départements ». Dans son canton (19 000 habitants, 13 000 inscrits), le seuil de 12,5 % est à 1 600 voix. Aux européennes, l'an dernier, marquées par une très forte abstention, le FN l'a dépassé avec 1 800 voix. L'UMP n'a réuni que 1 100 voix, le PS 600. « J'ai 1 000 voix à rattraper ! », dit Nicolas Soret.

Par ailleurs président de la communauté de communes, celui-ci parie sur son implantation pour faire la différence. Mais il ne pourra pas compter sur les voix au premier tour d'EELV et du Front de gauche, qui présentent des candidats communs, comme dans de nombreux cantons – EELV présente des candidats dans 950 cantons, et dans quasiment la moitié des cas ils sont alliés au Front de gauche. Pour le parti écologiste, les alliances avec le PS ne concernent qu'un canton sur 5...

Le soir du premier tour, la France feindra donc de redécouvrir qu'une grande partie de nos concitoyens ne votent plus, à l'exception de l'élection présidentielle, clé de voûte du système présidentieliste français.

Depuis 2012, cette abstention concerne particulièrement la gauche au pouvoir. Aux élections européennes de mai 2014, si le FN a mobilisé 73 % de ses électeurs de la présidentielle 2012, l'UMP n'a mobilisé que 40 % de ses troupes, et le PS 26 % à peine, rappellent les chercheurs Cécile Alduy et Stéphane Wahnich dans Marine Le Pen prise aux mots, un livre récent sur le décryptage du discours frontiste. « Depuis quelques années, le FN parvient à mobiliser dès le premier tour alors que son électorat, plus jeune, moins diplômé, est sociologiquement plutôt abstentionniste », résume Céline Braconnier.

Relire les résultats électoraux des trois dernières années en termes de voix exprimées par rapport au nombre d'inscrits, et pas seulement en

pourcentage de suffrages exprimés, fait apparaître toute l'ampleur de la démobilisation des électeurs, si bien que Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen ont parlé dès 2007 d'une « démocratie de l'abstention ».

À la présidentielle 2012, 80 % des inscrits, soit 37 millions de personnes, ont voté et dix millions se sont abstenus. François Hollande a été élu avec plus de 18 millions de voix.

Mais deux mois plus tard, aux législatives, l'abstention grimpe à 42 % des inscrits au premier tour, un record sous la Cinquième République : 26 millions de Français votent, 20 millions s'abstiennent. Au deuxième tour, les députés élus (donc avec plus de 50 % des suffrages exprimés) ne le sont en général qu'avec les suffrages de moins d'un tiers des inscrits. Selon une étude réalisée alors par l'Observatoire de la vie politique et parlementaire sur les 325 élus de gauche (PS, EELV, radicaux et Front de gauche), seuls une poignée ont réuni sur leur noms plus de 35 % des inscrits, en général dans des fiefs de gauche (l'est de Paris, la Haute-Vienne, l'Aveyron). L'écrasante majorité n'a récolté qu'entre 20 et 30 % des inscrits. Et les députés des Français de l'étranger ont été élus avec à peine plus de 10 % des inscrits...

Aux municipales de mars 2014, l'abstention (35 % des inscrits) atteint à nouveau un « record » sous la Cinquième République pour ce type d'élection, avec des pointes à 60 % dans certains territoires, par exemple en Seine-Saint-Denis. Deux mois plus tard, aux européennes, l'abstention de 57,5 % ne constitue certes pas un record (2009 avait été pire). Mais ces élections restent celles qui mobilisent le moins. Seules 20 millions de personnes se sont déplacées pour voter. Mais 27 millions ont boudé les urnes.

Quant à la douzaine de législatives partielles organisées depuis 2012, où le PS a presque toujours été éliminé ou battu, le taux de participation y a été confidentiel. 35 % des inscrits (30 000 votants sur 85 000 inscrits) au premier tour de la législative partielle de l'Oise (mars 2013) ; seul un électeur sur 4 qui se déplace à la législative partielle de Troyes (décembre 2014) : le candidat UMP, vainqueur, n'est élu qu'avec 10 000 voix sur 65 000 inscrits.

Début février, la participation a également été très faible dans le Doubs, seule partielle gagnée par le PS : six électeurs inscrits sur dix se sont déplacés au premier tour. Et seuls cinq sur dix au second, malgré l'extrême médiatisation due à la possible

victoire de la candidate Front national, battue à 800 voix près.

« La persistance de l'abstention est inquiétante. C'est le signe d'un désintérêt vis-à-vis de la politique. Elle rend les résultats moins démocratiques et pose le problème de la légitimité des candidats élus », s'inquiète l'expert en stratégie électorale Vincent Pons. Mais dans la mesure où seuls les résultats en suffrages exprimés font l'élection, cette profonde crise démocratique est systématiquement niée, ou en tout cas mise de côté, par des élus et des partis que ces forts taux d'abstention renvoient pourtant à leurs propres échecs. « Tout est fait pour que l'on oublie ceux qui ne se prononcent pas, déplore Céline Braconnier. Le soir du résultat, la faible participation désole tout le monde pendant cinq minutes. Et très vite, on s'en moque. L'abstention change par définition le visage de la représentation mais les élus n'ont jamais intérêt à régler le problème, car cela pose la question de leur légitimité. »

Des solutions existent pourtant pour limiter l'abstention, rappelle la chercheuse. Comme la suppression des « obstacles à la mobilisation électorale » qui font que 3 millions de personnes ne sont pas du tout inscrites sur les listes électorales (par exemple, celles ayant acquis récemment la nationalité française qui ne connaissent pas les démarches). Ou que 6,5 millions d'électeurs sont « mal inscrits », parce qu'ils vivent loin du lieu où ils sont inscrits et ne se déplacent guère pour les élections intermédiaires.

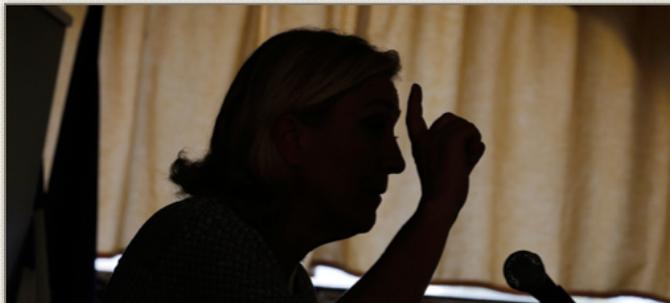
« Si les partis ne veulent pas proposer de projets mobilisateurs, un tel niveau d'abstention pourrait au moins les inciter à reposer la question des procédures de vote », dit-elle. Au lieu de cela, il est possible qu'ils soient de plus en plus tentés de crier au loup et d'instrumentaliser dès le premier tour la peur du Front national. Une stratégie défensive de plus en plus inopérante aux yeux des électeurs. Et qui ne règle en rien le problème central : la faible attractivité de leur projets politiques.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) A droite comme à gauche, l'insupportable chantage au FN

Eric Dupin



Marine Le Pen lors de l'université d'été du FN à Fréjus, le 7 septembre

L'instrumentalisation du parti lepéniste par les acteurs politiques ne date certes pas d'hier, mais elle atteint désormais des sommets inédits de cynisme et de manipulation.

Prenez garde, le grand méchant loup brun est aux portes du palais! Que le tremblant troupeau électoral se rassemble au plus vite derrière son bon berger avant qu'il ne soit trop tard. L'instrumentalisation du FN par les acteurs politiques ne date certes pas d'hier. Mais elle atteint désormais des sommets inédits de cynisme et de manipulation.

Le martial Manuel Valls, que l'on imaginait en capacité –comme on dit de nos jours– de nous protéger des dangers et périls de toutes sortes, en vient à confesser publiquement son «angoisse» face aux probables et proches succès électoraux du Front national.

Quelques jours plus tôt, c'était au tour de Nicolas Sarkozy de lancer dans le débat la formule «FNPS». «UMPFN», ont cru bon répliquer certains responsables socialistes. Au risque que ces deux expressions tarabiscotées ne relançant, par ricochet, la désormais fameuse «UMPS».

Dans les deux cas, comme l'a justement observé François Bayrou, l'extrême droite a toutes les chances d'être gagnante: «Quand vous placez le FN au centre du débat, vous lui apportez des contingents de voix.»

Dégonfler le vote FN...

La pression à laquelle sont soumis les électeurs à propos du FN s'exerce cependant très différemment à droite et à gauche. Au-delà de sa charge polémique certainement voulue,

l'expression «FNPS» employée par Sarkozy renvoie surtout à un calcul stratégique, au demeurant mal compris par les électeurs.

S'appuyant sur l'exemple de l'élection législative partielle du Doubs, le président de l'UMP explique que l'élimination de son parti au premier tour favorise l'élection d'un socialiste. Face au FN, un candidat UMP a par ailleurs plus de chances de l'emporter qu'un candidat socialiste: 52% des électeurs socialistes se reporteraient sur l'UMP dans le premier cas de figure, contre seulement 27% des électeurs UMP qui voteraient PS au second tour.

Par cette argumentation, Sarkozy cherche surtout à dégonfler l'électorat FN et à ramener au bercail de la droite classique l'importante frange de ceux qui oscillent entre les deux formations. L'électorat FN, on l'oublie trop souvent, reste très ancré à droite. En cas de duel PS-UMP, seulement 5% voteraient le PS et 50% pour l'UMP, le reste refusant de choisir.

En panne d'imagination, l'ancien chef de l'Etat tente désespérément de rejouer la captation partielle du vote Le Pen qui avait assuré son succès en 2007. La manière politicienne dont il décline cet axe augure toutefois mal de son efficacité.

...ou risquer de le doper

Dans les rangs de la gauche gouvernementale, le calcul est sensiblement différent. La dramatisation à laquelle se livre Manuel Valls dans cette campagne départementale trahit une orientation politique lourde de conséquences. «L'extrême droite est notre adversaire principal», a-t-il déclaré, le 26 février, dans l'Aude. Cette désignation relativise, par la force des choses, l'opposition entre l'UMP et le PS. Elle renforce, dans l'esprit de bien des électeurs, la représentation «UMPS» inlassablement martelée par Le Pen.

En répétant que Marine Le Pen peut gagner l'élection présidentielle dès 2017, le Premier ministre joue ouvertement sur la «peur». On peut d'autant plus douter de la sincérité de sa démarche qu'elle s'accompagne d'un mot d'ordre dont l'inefficacité a été maintes fois prouvée: la condamnation morale.

Avec, au passage, la dénonciation d'intellectuels, comme Michel Onfray, qui ont le malheur de ne pas rester dans les rails de la pensée officielle.

l'ostracisme des grands médias, au clientélisme de ses adversaires, fait vivre la solidarité, la culture et le lien social dans les territoires qu'elle anime. Ce sont ces militants et candidats du Front de gauche, qui de «porte-à-porte» en marchés opposent l'alternative du progrès et de la justice sociale aux réponses simplistes de ceux qui sèment la haine. C'est celle qui propose de faire les poches des délinquants en col blanc plutôt que celles des précaires et des immigrés. C'est à cette gauche que les électeurs peuvent redonner de la force en décidant de ne pas boudier les urnes le 22 mars.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Essonne : la dernière chance de l'union de la gauche ?

Bruno Rieth

On disait la gauche divisée pour les élections, une affirmation en grande partie vraie mise à part peut-être dans le département de l'Essonne. Une sorte d'oasis où socialistes (qu'ils soient frondeurs ou vallsistes), écologistes et communistes parviennent à se rassembler pour tenter de conserver ce département acquis à la gauche depuis dix-sept ans...



Le frondeur PS et président sortant du Conseil général Jérôme Guedj (ici au centre de la photo lors de la dernière édition de la Fête de l'Huma) va essayer de garder l'Essonne à gauche - REVELLI-BEAUMONT/SIPA

« L'Essonne est pour le PS et la gauche plus largement, un département à part », confie un fin observateur de la politique locale. Et pour cause. Le 91, situé à quelques kilomètres au sud de Paris est pour le Parti socialiste une étrange pépinière, capable à la fois de faire émerger des figures fortes de son aile gauche comme Jean-Luc Mélenchon (du temps où il cotisait encore au PS), Julien Dray ou Jérôme Guedj (l'animateur du courant Maintenant la gauche et président sortant du Conseil général) à des responsables politiques étiquetés comme représentants de la « droite du parti » à l'image du Premier ministre Manuel Valls qui fût maire d'Evry et député élu en Essonne pendant une dizaine d'années. Deux ailes du parti qui se font donc face depuis longtemps. On pourrait penser que dans ce contexte de tensions politiques au sein de la gauche, dans cette période critique au cours de laquelle socialistes, écologistes et communistes ne savent plus trop où ils habitent, tant la politique économique menée sous la présidence Hollande est loin des promesses programmatiques de 2012, l'Essonne serait le lieu de tous les conflits, de toutes les manœuvres. Eh bien non ! Alors qu'au niveau national, la gauche part largement dispersée dans la bataille des départementales, dans ce département, le rassemblement de la gauche est au contraire une réalité.

« Dans l'Essonne, nous avons réussi à trouver un accord global avec les socialistes sur l'ensemble des cantons », explique David Cormand, le « Monsieur élections » pour les écologistes. « Avec la Somme, ce sont les deux seuls départements où l'on a pu se mettre d'accord », note-t-il. Pour comparaison, selon les chiffres rapportés par Le Monde, au niveau national, le parti écologiste sera dans 45 % des cas allié « avec tout ou partie du Front de gauche », un moyen pour ses membres de tester, sur une élection à faible enjeu, la stratégie d'une alliance alternative au PS et qui, par le passé, a déjà permis de conquérir la ville de Grenoble. Les accords avec le PS, eux, ne représentent que 18 % des candidatures écologistes, ce qui place donc l'Essonne bien au-dessus de la moyenne nationale. Côté communiste, si l'accord départemental n'a pu être obtenu « à cause de l'influence des mélenchonistes », croit savoir un élu socialiste, le PS a tout de même réussi à trouver un accord dans huit cantons sur les vingt-et-un que compte le département, débouchant sur trois binômes formés avec des camarades communistes. Un

petit exploit en soi.

Plusieurs éléments permettent de comprendre cette situation si particulière à l'heure où le PS arrive de moins en moins à s'entendre avec les autres formations de gauche.

Ce serait d'abord le résultat d'une pratique ancienne. « Ça remonte à longtemps. Dans l'Essonne, il y a toujours eu cette tradition du dialogue à gauche » analyse Michel Pouzol, député socialiste de l'Essonne et conseiller général du canton de Brétigny-sur-Orge. « Lorsque l'on a pris le Conseil général à la droite en 1998, on était déjà avec les communistes. Ensuite, les écologistes nous ont rejoints » poursuit-il. Dix-sept ans de « dialogue permanent » et de politique de « compromis », selon le parlementaire qui permettrait aux différentes forces de gauche de se retrouver dans la politique menée par le « CG ». Un dialogue qui commence d'abord au sein même du PS pour concilier les différentes sensibilités en présence.

Le subtil équilibre des tendances

« Il arrive aux socialistes d'être responsable », s'amuse Francis Chouat, remplaçant de Manuel Valls à la mairie d'Evry et ami proche du Premier ministre, « même si c'est de plus en plus rare en ce moment ». Chassez le naturel rassembleur, la dissonance revient au galop ? Si les relations entre lui et Jérôme Guedj, le président du Conseil général, sont au beau fixe ces derniers temps, ça n'a pas toujours été le cas. Loin de là même. En 2013 par exemple, les deux élus s'étaient violemment écharpés sur Twitter, Chouat reprochant l'attitude du « frondeur » vis-à-vis du gouvernement. S'en était suivi un échange vif entre les deux hommes, le maire d'Evry concluant sur le réseau social : « Jérôme Guedj et ses amis n'ont plus ma solidarité ». Deux ans plus tard finalement, la hache de guerre est enterrée. En témoigne une photo publiée par Carlos Da Silva, un membre de l'écurie Valls lui-aussi, où l'on retrouve les deux Essonnais se lancer des regards presque énamourés au cours d'une cérémonie en l'honneur des élus sortants du département. Avec en commentaire un Da Silva ému : « Un moment très particulier pour le Conseil général de l'Essonne et pour moi... Rare et précieux en politique, une belle histoire...

Francis Chouat ne « décolère toujours pas » de l'attitude de ses petits camarades sur la loi Macron. Néanmoins, les municipales — « un moment particulièrement douloureux » — lui ont



rapidement fait prendre conscience « que l'intérêt général appelait au rassemblement, et des socialistes en premier lieu ». Car, si depuis 1998, comme l'explique à Marianne Jérôme Guedj, les socialistes de l'Essonne « ont toujours essayé d'éviter un prolongement des confrontations idéologiques sur le terrain local » pour éviter « qu'il y ait du sang sur les murs », depuis 2012, la tension entre les deux ailes du parti n'a cessé de s'accroître.

Mais la double perspective de la perte du département et de la montée du FN a poussé les camarades à passer « un pacte de non-agression tacite » et de faire du dialogue un « état permanent ». Dès octobre, les poids lourds locaux se retrouvent et passent un accord « à la fois sur les départements et sur les régions » poursuit Guedj. Une mécanique particulièrement judicieuse permettant de satisfaire les déçus des accords départementaux en leur trouvant des places aux régionales. C'est ce qui aurait permis par exemple à Guedj, selon un participant aux négociations, « d'éviter que Carlos Da Silva ait des prétentions sur la présidence du CG, malgré son poste de Premier fédéral du PS de l'Essonne ». Da Silva « se verrait bien en numéro deux de Huchon et le remplacer à mi-mandat ». Surtout, cela a permis de se montrer généreux avec les écologistes qui, selon le député Pouzol, « se retrouvent, titulaires et suppléants compris, sur la moitié des postes ».

Une « cogestion » du département depuis dix-sept ans

Autre clé d'explication, ce que l'on pourrait appeler « la méthode Guedj ». « Depuis 2011, je n'ai pas de frondeur au Conseil général », s'amuse celui qui est l'un des animateurs de la contestation interne au PS au niveau national. Une boutade qui pourrait presque faire office de slogan. Cette méthode passe d'abord par la bonne distribution des rôles, au sein du CG, les trois premiers vice-présidents sont dans l'ordre, Francis Chouat, Marjolaine Rauze du groupe Front de gauche et Carlos Da Silva. On retrouve également un autre Front de gauche, Bruno Piriou chargé de la Jeunesse et de la Citoyenneté. Même le Parti de gauche de Mélenchon se retrouve représenté par Paul Da Silva, conseiller général délégué chargé du Tourisme et des Anciens combattants. Une « cogestion » qui permet à Guedj de ne pas se faire renvoyer à la figure sa « politique » par les uns ou les autres, étant donné qu'ils ont participé à son élaboration depuis 2011. D'autant que, note Pouzol, « Jérôme [Guedj] est tourné vers le social tout en étant sur le terrain du sérieux budgétaire — de quoi satisfaire les socialistes qui sont sur une ligne plus réformiste — alors que Thierry Mandon (le secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat se serait bien vu à la tête de la présidence, ndlr) était très porté sur l'économie et la recherche ».

Quant aux écologistes, explique Guedj, « en 2011, nous nous étions entendus sur un accord programmatique comprenant quarante-cinq points. A l'heure du bilan, on s'est réuni et on a regardé ensemble ce qu'il en était. Quarante-trois ont été respectés ».

Curieuse idée pourrait-on se dire à l'Elysée que le respect des promesses électorales... Une position de force pour Guedj en tout cas qui s'est même permis de glisser à l'oreille du président de la République, croisé lors du dîner du CRIF, qu'« il serait utile que le gouvernement se mouille d'avantage » dans ces élections départementales. Une parole entendue puisque que Manuel Valls doit venir donner un coup de pouce dans son fief d'Evry, quelques jours avant le premier tour, et partager même la scène avec Jérôme Guedj. Drôle de moment en perspective...

Le parcours de « frondeur » de Guedj a en tout cas joué en sa faveur du côté des écologistes comme nous le confie un responsable des Verts pour qui « la personnalité de Jérôme a bien sûr largement pesé dans les discussions. Si ça avait été sur une ligne Valls, je ne suis vraiment pas

convaincu qu'on serait arrivé au même accord ».

Reste que si la gauche essonniennaise part rassemblée, au regard des intentions de vote et du taux d'abstention qui pourrait atteindre les 70 %, pas sûr que cette situation, aussi particulière soit-elle, suffise à garder le département à gauche. « Pour éviter qu'il ne passe à droite, il ne faut pas que nous perdions plus de deux cantons », analyse un stratège socialiste. La bataille s'annonce particulièrement dure, en témoigne par exemple l'échange pour le moins mouvementé avec l'UMP Georges Tron visible ci-dessous. Et la victoire, si elle advient, se fera sur le fil du rasoir...



A Suivre...
La Presse en Revue

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES

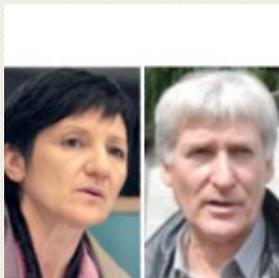


ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES
22 & 29 MARS 2015

55 & 56 MVB2 5012
DEPARTEMENTALES

1) Départementales : réunion du Front de Gauche au Kremlin

Par C.Dubois



Dans le cadre des élections départementales de mars 2015, Alain Desmarest et Patricia Tordjman, candidats Front de Gauche dans le canton du Kremlin-Bicêtre – Gentilly

réunion publique ce mercredi 11 mars de 18h15 à 20h30 à l'école Pauline Kergomard du Kremlin.

Plusieurs thèmes seront abordés : les finances, la maîtrise publique des politiques d'accès à l'eau, les besoins de prise en charge pour les personnes handicapées et l'action du département pour favoriser le vivre ensemble et la défense de la laïcité.

Mercredi 11 mars 18h15 Ecole Pauline Kergomard 10 rue Benoît-Malon au Kremlin-Bicêtre Le Kremlin-Bicêtre



LAPRESSEENREVUE.EU

2) Des illustres inconnus...

Ils sont charmants, mais un peu décalés de la vie politique locale au Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.



Pourquoi décalé ?

Parce que cette liste de candidats socialistes a été décidée sans aucune consultation des militants du PS local, comme pour l'élection primaire (truquée!) de la première (*euuh! maintenant première du MRC!*) socialiste du Kremlin-Bicêtre Geneviève El Malki, avec le secours et l'assistance bienveillante de Luc Carvounas Sénateur-Maire d'Alforville et premier secrétaire fédéral le chef (grand) du Val-de-Marne...



Sur cette liste figure des illustres inconnus du Kremlin-Bicêtre.

Il ne faut toutefois pas oublier la participation et l'approbation de Jean-Luc Laurent député-maire du Kremlin-Bicêtre dans cette partition bien orchestrée...pour son compte.

De l'entre-soi comme d'habitude...mais qui dirige jour après jour, à l'approche des élections départementales, le PS droit dans le mur...

Le peuple de gauche a été trompé par le discours du Bourget non tenu et la politique de droite menée jusqu'à aujourd'hui par des soi-disants sociaux-démocrates. Il ne faudra pas s'étonner du prochain résultat désastreux de ces élections.

Christophe Frédéric-PER